



Ce statut le soumettrait à la charte environnementale des Nations unies, non contraignante juridiquement, mais qui stipule que tous les pays membres doivent « *coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre* ». Al Gore, ancien vice-président des États-Unis et militant écologiste, est devenu le premier citoyen de cette nation virtuelle qui s'est inventé une devise, un drapeau et un passeport.

Des propositions techniques de dépollution émergent régulièrement depuis une dizaine d'années. Celle de Boyan Slat, un Néerlandais de 24 ans qui a fondé l'association à but non lucratif The Ocean Cleanup, focalise l'attention des médias. Dès 2012, lors d'une conférence internationale intitulée « Comment les océans peuvent s'autonettoyer », le jeune homme avait crânement affirmé pouvoir débarrasser les hautes mers de leurs déchets à l'aide de barrières flottantes en s'appuyant sur le phénomène de convergence des courants.

Assisté d'une kyrielle d'ingénieurs et grâce à des financements participatifs de plusieurs dizaines de millions de dollars, l'étudiant en ingénierie aéronautique a mis au point un système destiné à ramasser les plastiques et autres objets à la dérive. Et à les conduire vers une plate-forme d'extraction alimentée à l'énergie solaire, qui récupérera les matières en vue de leur évacuation par bateau et de leur recyclage à terre.

**« TOUT  
LE PLASTIQUE  
PRODUIT DEPUIS  
LES ANNÉES 1950  
SE TROUVE  
TOUJOURS SUR  
NOTRE PLANÈTE »**

LAURENT LEBRETON  
consultant en  
océanographie

Après une phase d'expérimentation en mer du Nord en 2017 afin de vérifier la résistance aux intempéries de son invention, Boyan Slat devait déployer ses pièges à déchets pour un dernier test, le 8 septembre, au large de San Francisco. Avant de les disposer pour de bon, d'ici la fin de l'année, dans le GPGP, dont il assure pouvoir nettoyer « la moitié » en cinq ans...

**« PAS DE DÉNI DE POLLUTION »**

Mais les microplastiques déjà présents dans l'océan passeront entre les mailles de son dispositif, et le bateau chargé de récupérer les déchets captés devrait surtout collecter une majorité de filets et autres équipements de pêche. C'est en tout cas ce qu'indiquent les données recueillies par la « Mega expédition ». Cette campagne de The Ocean Cleanup dans le GPGP a eu lieu de juillet à septembre 2015, à partir de 18 bateaux « citoyens »... revenant eux aussi de la Transpacifique, et dotés d'un protocole et de filets collecteurs. Leurs relevés ont été complétés par deux sondages aériens effectués à 400 m d'altitude en octobre 2016 par un Hercules C-130 baptisé... *Ocean Force One*. Ces survols ont livré plus de 7 000 clichés.

La traque menée par cette armada a révélé que les microplastiques représentent 94 % des 1800 milliards de fragments barbotant dans le GPGP, mais que ces derniers ne forment que 8 % des 80 000 tonnes composant sa masse. Et alors que, en matière de pollution des océans, il est généralement admis que 80 % des déchets viennent de la terre et 20 % de l'industrie de la pêche, l'étude de The Ocean Cleanup a établi que 46 % de la masse du GPGP était composée de filets-fantômes. Ce terme qualifie le matériel de pêche volontairement abandonné ou accidentellement perdu dérivant dans l'océan, qui décime chaque année au moins 100 000 mammifères marins.

« J'imaginai qu'il y aurait beaucoup de filets, mais pas à ce point », explique par téléphone Laurent Lebreton, consultant français en océanographie de 34 ans basé en Nouvelle-Zélande depuis douze ans, qui a décortiqué pour The Ocean Cleanup les données publiées en mars par la revue britannique *Scientific Reports* sous l'intitulé « Preuves que la grande plaque de déchets du Pacifique accumule rapidement du plastique ». Il estime cependant que la responsabilité de cette pollution n'incombe pas aux seuls pêcheurs. « Beaucoup de gens mangent du poisson », rappelle-t-il.

Laurent Lebreton et les coauteurs de l'étude scientifique ont aussi pu relever une date de fabrication sur 50 objets récupérés. L'une remontait à 1977, sept ans après 1980,

17 aux années 1990, 24 aux années 2000 et un à 2010. Les chercheurs ont aussi récolté 386 objets portant des inscriptions lisibles en neuf langues différentes. Sur un tiers de ces objets – dont la présence dans le GPGP est largement imputable au tsunami de 2011 –, les lettres s'épalaient en japonais. Pour un autre tiers, elles figuraient en chinois. Enfin, le pays de production du déchet était identifiable sur 41 objets, révélant qu'ils étaient issus de 12 pays différents.

« Comme un monstre que nous avons créé et dont il faut reprendre le contrôle, tout le plastique produit depuis les années 1950 se trouve toujours sur notre planète », constate Laurent Lebreton. Mais à la différence du changement climatique, il n'y a pas de déni de cette pollution, ce qui donne un peu d'espoir.

De fait, des mesures visant à lutter contre ce fléau se font jour aux quatre coins du monde. Les sacs en plastique à usage unique sont désormais interdits dans de nombreux pays. Et la Commission européenne a rendu publique fin mai, dans le cadre de sa politique de réduction des émissions carbone et de lutte contre l'invasion des océans par les déchets plastiques, une proposition de directive visant à « réduire drastiquement » l'usage des produits en plastique à usage unique. La Chine a interdit, fin 2017, l'importation de certains déchets plastiques trop polluants qu'elle ne collecte même pas encore sur son propre sol mais qu'elle traitait depuis des années, servant ainsi d'exutoire aux pays européens.

**« LE NETTOYAGE N'EST PAS LA SOLUTION »**

Autant d'événements qui incitent Laurent Lebreton à souligner la nécessité de la mise en œuvre d'un « accord légal international »... « Rien ne pénalise actuellement ceux qui n'organisent pas la collecte de leurs déchets ou qui ne veulent pas nettoyer leurs plastiques, regrette-t-il. Il faut mettre la pression sur les producteurs et changer nos modes de consommation ; la réglementation pourrait faire rapidement évoluer la situation dans le bon sens ». Parallèlement, il soutient l'utilité du grand ménage prôné par Boyan Slat. « Le nettoyage, en général, des océans, des plages, des rivières, n'est pas la solution, mais c'est un apport important », estime-t-il.

Maria Luiza Pedrotti est plus réservée. « Nettoyer est bien sûr indispensable, dit-elle, mais cela n'incite pas à changer les comportements puisqu'on induit ainsi qu'il y aura toujours quelque chose derrière nous pour ramasser. Or, le GPGP n'est rien d'autre que le cimetière de la mondialisation où reposent les restes de notre folie de consommation. Nous sommes allés trop loin, sans réfléchir à des alternatives au plastique... »

Le pionnier Charles Moore considère de son côté l'option grand nettoyage et recyclage néerlandaise comme un mirage. « L'étude de The Ocean Cleanup est sérieuse, mais elle est au service de la solution imaginée en amont par Boyan Slat, estime-t-il. Poser des barrages flottants dans l'océan, c'est ajouter du plastique au plastique. » « Il n'y a pas de solution miracle, martèle ce vétéran de la cause. Il faut couper le robinet du plastique pour qu'il ne pollue plus la mer, ni l'air que nous respirons, ni les aliments que nous absorbons. » Il considère la réutilisation et le recyclage des plastiques « tels qu'ils existent aujourd'hui (...) quasi impossibles ». « Ce n'est tout simplement pas rentable pour ceux qui les fabriquent. La seule solution pour inverser cette tendance est de sortir de la logique capitaliste. »

De son bureau de maître de conférences à l'université de Reims-Champagne-Ardenne, le sociologue Baptiste Monsaingeon, spécialisé dans l'étude des déchets, émet des réserves similaires face à la promesse de retrouver une nature sauvage, débarrassée des plastiques. « C'est une illusion perdue, et tout ce qui se présente sous l'apparence d'une solution facile relève plutôt d'un rapport de domination à l'environnement, d'un fantasme de maîtrise et de possession de la nature », philosophe-t-il.

Pour l'enseignant-chercheur, l'empressement général à vouloir régler la question de la pollution des océans par le plastique n'est « pas la marque d'une prise de conscience », mais celle d'une « perpétuation ». « On continue d'envisager le monde comme notre objet, en le mettant en coupe réglée, s'émeut-il. Comme si, n'étant pas à la hauteur du désastre que nous avons créé, nous affirmions notre volonté de puissance en mettant les bouchées doubles face à l'inconfortable constat de notre impuissance. »

« Depuis 1950, on a produit en accéléré des matériaux dont on ne saura probablement jamais comment se débarrasser, prévient Baptiste Monsaingeon. Nous allons devoir coexister avec les plastiques, que ce soit sur le mode de l'intoxication ou d'un apprivoisement réciproque, parce que nos organismes les ont déjà intégrés, et que d'autres organismes vivants ont appris à s'en servir comme support de vie. »

Il fustige ceux qui, dans les pays occidentaux, « promeuvent le recyclage à tout-va ». « Ce sont souvent les mêmes gens qui stigmatisent les pays d'Asie du Sud-Est et l'arrivée par leurs fleuves de la pollution océanique par

le plastique, tout en oubliant la pollution supplémentaire qu'ils créent en envoyant dans des conteneurs et sur des distances colossales nos déchets vers la Chine, le Vietnam ou la Malaisie pour les faire recycler », remarque-t-il. Selon le sociologue, le recyclage « gratuit, sans pertes, sans pollutions » n'existe pas. « Cette logique de "tout-recyclage" apparemment vertueuse tient plutôt d'un discours productiviste et industrialiste, qui a contribué à banaliser l'insoutenable. »

**« IL N'Y A RIEN À VOIR »**

Entré en sciences sociales après avoir étudié la philosophie, cet adepte des sciences douces s'est aventuré en plein océan Atlantique, il y a près de dix ans, dans le cadre de sa thèse, muni d'un protocole d'étude et d'un filet Manta fournis par la Fondation Algalita. « Il n'y avait à l'époque ni les moyens ni l'engouement pour les "poubelles océaniques de plastique", se souvient-il. Des navigateurs de longue date et des fonctionnaires du ministère de l'environnement m'ont ri au nez quand j'ai évoqué mon projet, m'expliquant que si les océans étaient des décharges, les avions et les satellites les auraient détectées depuis longtemps. »

Pour en avoir le cœur net, Baptiste Monsaingeon, fort de ses lectures sur le GPGP – et accompagné de trois compères –, a mis les voiles, en octobre 2009, sur une embarcation en bois de 10 mètres pour étudier un « nouveau continent de déchets » en Atlantique Nord. Parti en mer « sans vraiment être militant », il est revenu neuf mois plus tard « écologiste et définitivement engagé » après avoir éprouvé lors de cette expérience de « science citoyenne » la complexité d'un phénomène identique à celui du GPGP. « Loin d'être comparable au spectacle obscène d'une décharge à ciel ouvert, ce qui frappe avant tout, c'est qu'il n'y a rien à voir, se souvient-il. Ce que l'on comprend en étant confronté à l'immensité océanique, c'est que la nature presque immatérielle d'une pollution aussi étendue et ancienne oblige à imaginer des solutions moins simplistes que celles, séduisantes mais trompeuses, qui se résument à un grand ménage de printemps à l'échelle planétaire. »

De son mémoire de thèse « Le Déchet durable. Éléments pour une socio-anthropologie du déchet ménager », soutenu en 2016, il a tiré un essai remarqué, *Homo détritus : critique de la société du déchet* (Seuil, 2017). Parmi les idées qu'il y développe, celle que c'est « à travers ses ordures qu'on apprend le plus sur une civilisation » résonne comme un signal d'alarme. Il exhorte à « distinguer les déchets dont on ne peut rien faire » de ceux avec lesquels « il est possible de composer un monde commun ». « Apprendre à mieux connaître ceux dans lesquels nous baignons et dans lesquels la vie continue de se frayer un chemin est déterminant pour penser l'avenir et essayer d'en faire quelque chose », conclut-il.

Une vision à laquelle Maria Luiza Pedrotti, contemplant le spectacle de sa paillasse à l'arrière de Tara, ne peut que souscrire. Entonnoir, bassines, bidons, tuyau d'arrosage, tubes de conservation des échantillons,

**« ON CONTINUE  
D'ENVISAGER  
LE MONDE COMME  
NOTRE OBJET,  
EN LE METTANT  
EN COUPE RÉGLÉE »**

BAPTISTE MONSAINGEON  
sociologue spécialiste  
des déchets

gants... Son attirail professionnel, débauche de matière plastique, ressemble à celui d'une démonstratrice Tupperware.

« Quel matériau est aussi étanche et résistant au froid ? Dans quel d'autre pourrions-nous conserver intacts, pour notre collection, les échantillons prélevés pendant cette expédition et qui serviront plus tard à d'autres chercheurs pour approfondir l'état des lieux des océans ? », interroge-t-elle. La chercheuse ne considère pas le plastique comme un ennemi. Elle rêve juste que la planète décide de ne plus en être « esclave », en espérant que le matériau magique n'ait pas déjà imprimé, sur ses océans comme sur ses reliefs, une marque indélébile. ■

PATRICIA JOLLY

FIN

« Contaminations » est aussi une exposition de Samuel Bollendorff présentée à Visa pour l'image, festival international du photojournalisme à Perpignan, du 1<sup>er</sup> au 16 septembre. Visapourimage.com